
Arabisation et langue française

Entretien avec
Ahmad Moatassime

conduit par
Abderrahman Belgourch

L'échange culturel et l'apprentissage des langues, qui demeurent des indicateurs incontournables pour l'intelligibilité des rapports entre les sociétés et de leur approche des questions de l'identité et de l'ouverture, sont parmi les thèmes que nous avons abordés avec Ahmed Moatassime, chercheur au CNRS et professeur à l'Institut de développement économique et social à l'Université de Paris I. Il est l'auteur de l'ouvrage *Arabisation et langue française au Maghreb, un aspect sociolinguistique des dilemmes du développement*.¹ Il révèle les enjeux des choix et du débat linguistiques au Maghreb dont les échos retentissent au delà de la rive sud de la Méditerranée. La double formation de l'auteur (docteur en sciences de l'éducation et en sociologie politique) ainsi qu'une pratique de l'enseignement au Maghreb et en France sont mises à contribution pour nous offrir des analyses qui tranchent par leur pertinence avec "les sentiers battus" et les idées reçues qui finissent souvent par s'imposer comme des idées "vérités".

— *Pourquoi cet ouvrage sur l'arabisation et la langue française?*

Cet ouvrage s'inscrit dans une série de travaux que j'ai commencée il y a déjà une vingtaine d'années. Ces travaux se réfèrent plus particulièrement à l'éducation comparée d'une manière générale et à l'éducation au Maghreb de façon particulière. Mais, à chaque fois que j'arrive au problème des langues, je me rends compte que celui-ci constitue le pivot même de l'éducation. Car pour le Maghreb, en plus de ses références au berbère et à l'arabe dialectal, c'est-à-dire les deux idiomes qui sont parlés par les populations et la masse, le français et l'arabe écrits constituent deux langues déterminantes dans la réussite scolaire, sociale, voire politique. C'est ainsi que j'ai éprouvé le besoin de consacrer un ouvrage (qui va être suivi par deux autres) à ce

sujet avant de revenir à mes recherches sur l'éducation comparée.

— *Vous avez donc fait appel à une triple approche, socio-historique, socio-pédagogique et socio-linguistique pour étudier les questions du bilinguisme, alors que traditionnellement celles-ci relèvent du domaine du linguiste. Cette triple approche s'imposait-elle?*

Je n'ai pas voulu aborder le problème sur le plan de la linguistique pure, pour ne pas dévier vers une étude des rapports purs et simples des langues. Mon approche est à la fois socio-historique, socio-pédagogique et socio-linguistique. C'est une approche pluridisciplinaire par excellence. Car l'être humain, c'est-à-dire l'objectif essentiel, est un et indivisible. Donc, une approche pluridisciplinaire me paraît importante, surtout dans les aires culturelles des économies de subsistance à savoir, les pays qu'ont dit en voie de développement.

L'aspect socio-historique est un aspect essentiel, pour fixer d'abord les problèmes dans le temps et pour constituer un support à l'étude de l'actualité. C'est une étude qui a essayé d'aller traquer assez loin les difficultés de l'apprenant, c'est à dire l'enfant qui est souvent oublié. Car il est à la fois l'agent et le bénéficiaire du développement. En effet, lorsqu'on entreprend une politique linguistique ou éducative ou toute autre politique qui ne se rappellerait pas que celui qui est appelé à apprendre c'est d'abord l'enfant, je pense que cette politique risque d'échouer. On en voit malheureusement des exemples un peu partout dans le monde. C'est pourquoi une étude socio-pédagogique paraît en outre importante. Elle s'intéresse aux difficultés rencontrées par l'enfant à l'intérieur de l'école face à deux grandes langues de civilisation.

Enfin, l'étude socio-linguistique est une étude qui est en somme sociologique, qui essaie d'interroger l'environnement général, c'est-à-dire le support économique, le support social, le support culturel. De nombreuses études ont permis de voir que la réussite scolaire n'est pas seulement due aux méthodes pédagogiques, même si ces méthodes sont sophistiquées. Elle n'est pas non plus due uniquement à la personnalité de l'enseignant, même si cet enseignant est bien formé. Elle est due, avant tout et après tout, à l'environnement c'est-à-dire au support social. Nous nous sommes rendus compte que sans ce support, dans beaucoup de situations, l'enfant peut ne pas réussir à l'école. S'il ne réussit pas à l'école il ne peut pas réussir dans la société, et s'il ne réussit pas dans la société, il verse dans la déviance comme c'est le cas actuellement, de beaucoup de jeunes dans les pays en développement. C'est ainsi qu'une étude à l'extérieur de l'école, c'est-à-dire l'étude sociologique me paraît extrêmement importante.

— *Dans votre problématique centrale, la question que pose la langue française aux politiques d'arabisation au Maghreb, apparaît l'idée d'une dichotomie du champ linguistique maghrébin. Comment peut-on caractériser ce champ et quel rapport entretiennent les deux langues de civilisation, à savoir l'arabe et le français?*

J'ai choisi d'étudier plus particulièrement ces deux langues de grande civilisation, à savoir l'arabe écrit et le français écrit parce que ce sont les deux langues qui semblent décider de la réussite scolaire, de la réussite sociale, voire de la réussite politique des apprenants, beaucoup plus que tout le champ linguistique maghrébin qui est à la fois le berbère et l'arabe dialectal.

En m'attachant ainsi à ces deux langues j'ai essayé de voir quel est leur rapport de force à l'intérieur du système scolaire maghrébin et à l'extérieur de ce système, c'est-

à-dire au sein du système social et politique. A l'intérieur du système scolaire maghrébin, l'arabe écrit a un statut juridique, c'est la langue officielle et nationale des trois Etats maghrébins: en Algérie, au Maroc, et en Tunisie. C'est-à-dire que c'est avec l'arabe que seraient appelés, tôt ou tard, à s'exprimer tous ceux qui, de près ou de loin, assurent une fonction officielle. C'est avec l'arabe que, tôt ou tard, on espère pouvoir fonder tout rapport de communication écrit ou oral entre les Maghrébins. Évidemment, entre cet objectif légitime et entre la capacité du système éducatif à produire de vrais arabisants, se posent des problèmes d'apprentissage qui peuvent être à la fois propres à la langue arabe elle-même, mais aussi à la langue de support qui est la langue française. Celle-ci après avoir été longtemps enseignée dès le cours préparatoire dans les trois pays, ne l'est plus qu'à la 3ème ou 4ème année élémentaire. Cela veut dire que malgré tout ces deux langues vont de pair d'une manière concomitante tout au long de la scolarité. Ainsi, essaie-t-on, sans trop de résultats, d'arriver à une harmonie ou à une intégration de ces deux langues scolaires.

Malheureusement les analyses, montrent qu'il n'y a pas d'intégration absolue, tout au moins au niveau de la masse des scolarisés. Ces deux langues produisent et reproduisent une dichotomie qui se retrouve non seulement à l'école, mais aussi dans l'espace social et par conséquent politique, voire dans l'espace idéologique. Une telle dichotomie fait que, rares sont ceux — peut-être 1%, au plus — qui arrivent à intégrer les deux langues, à les parler, à les écrire convenablement et à pouvoir donc se doter de deux instruments incomparables de culture, c'est-à-dire la langue arabe et la langue française écrites.

Ce qui est observable, c'est qu'à la sortie prématurée de l'enseignement élémentaire ou même au début du secondaire, beaucoup d'apprenants retombent dans une forme "d'illettrisme bilingue" ou dans une forme de franco-arabe à laquelle ils ajoutent parfois le berbère ou d'autres dialectes. L'Algérie en particulier en est un exemple caractéristique. Mais lorsqu'on arrive dans les zones supérieures de l'enseignement, à ce moment-là commence une sorte de lutte interne aux deux langues qui font que l'apprenant va avoir tendance à choisir le français comme langue dominante s'il estime aller vers les branches scientifiques et vers le pouvoir technocratique, ou bien choisir l'arabe s'il estime pouvoir retrouver les sources de l'originalité. On a vu ainsi une inversion des situations et beaucoup de personnes optent pour la langue française. Ils deviennent souvent écrivains ou chercheurs en langue française. Évidemment on les pare de bilinguisme, mais ils ont un bilinguisme dont l'une des deux langues, l'arabe, est passive. Toute autre expression écrite ou orale ne se fait alors qu'en français. Ce phénomène s'étend au champ politique au sein duquel les gens commencent à utiliser plus particulièrement le français pour traiter des affaires entre eux, tandis qu'ils utilisent plutôt l'arabe dialectal ou le berbère pour traiter avec le peuple. Il arrive souvent que l'on envoie des circulaires en arabe et en français. En arabe, ces documents ne sont peut-être pas toujours lus et demeurent parfois non compris. Ce problème, contrairement à ce qu'on dit, n'est pas du à l'arabisation massive, mais à mon avis, à la non-intégration de deux grandes langues de civilisation. Ainsi, si l'on imposait l'apprentissage de ces deux grandes langues de civilisation, en même temps, à de jeunes Français, même du 16ème arrondissement de Paris, ils risquent de n'en apprendre aucune. Ou alors ils seraient tentés, à l'instar des jeunes Maghrébins de s'orienter vers l'une ou l'autre comme langue dominante., de s'orienter vers l'apprentissage de l'une ou de l'autre, d'abord comme langue dominante. En fait, pour moi, le bilinguisme n'est jamais parfait.

— Vous semblez très critique vis-à-vis du discours apologique du bilinguisme en général. Est-ce l'idée même d'un bilinguisme parfait qui vous paraît inaccessible aux jeunes Maghrébins ou est-ce que ce sont plutôt les conditions socio-historiques particulières de la rencontre de la langue française et de la langue arabe qui vous semblent la cause de ce que vous appelez le "bilinguisme sauvage"?

Je crois qu'il n'existe de bilinguisme ni de plurilinguisme parfait nulle part. Il y a néanmoins des exceptions qu'il faut souligner. Les exceptions sont dues à des conjonctures exceptionnelles à la fois familiales, scolaires et sociales qui permettent à une rare minorité d'arriver à ce plurilinguisme ou à ce bilinguisme.

Nous, nous travaillons sur la masse des scolarisés qui, souvent, souffre à la fois de carences sociales et économiques, et nous sommes obligés d'ajuster notre approche pédagogique en fonction de cette masse afin qu'elle puisse profiter au maximum du menu pédagogique qu'on lui propose.

Je reviens donc aux élites ou alors à certaines zones géographiques. On cite l'exemple de la Suisse, mais c'est un bilinguisme ou un plurilinguisme juxtaposé. On n'a jamais vu des Suisses parler parfaitement plusieurs langues, à l'exception d'une certaine élite. Ils parlent peut-être deux langues, mais plutôt une que deux: la suisse-allemande, la suisse-italienne ou la suisse-romande. On donne l'exemple, également, du Luxembourg ou du Liban, mais il ne faut pas oublier que ce sont des sociétés de parcours et de service, dans le sens noble du terme, c'est-à-dire des sociétés qui produisent des services et qui, de ce fait, sont obligées d'être ouvertes. Elles ont donc besoin de connaître plusieurs langues, c'est en quelque sorte leur "matière première".

Mais dans les sociétés terriennes comme la France, le Maroc et bien d'autres, on ne semble pas avoir ce besoin d'assimiler toutes les langues à la fois. Il en va de même pour les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni qui sont monolingues par excellence, ce qui d'ailleurs ne les a pas empêchés d'aller très loin dans les recherches technologiques et scientifiques...

D'autre part, la nature même de chacune des langues pratiquées par le bilingue ou le plurilingue est très importante. Il est certain qu'on peut assumer en même temps plusieurs langues si elles sont aussi proches du français que l'italien ou l'espagnol. Il en est de même pour d'autres langues qui ont le même environnement historique, économique, géographique et social comme l'allemand et le français, le français et l'anglais et ainsi de suite. Mais lorsqu'il s'agit de mettre face à face deux grandes langues de civilisation totalement différentes c'est-à-dire d'une part le français ou l'anglais et d'autre part l'arabe, le chinois ou le japonais — des langues qui font appel à des mécanismes différents et qui demandent des démarches tout à fait différentes et et parfois même diamétralement opposés, leur parfaite maîtrise simultanée paraît difficile. Certes, s'il y a des personnes qui y arrivent, ce sont sans doute de grands savants. Mais on ne peut malheureusement pas faire de tout le monde un Yannick Noah linguistique.

Je pense que, comme ce que fait la France, l'Allemagne et toutes les grandes nations, le Maghreb doit d'abord s'enraciner dans sa propre langue écrite: l'arabe qui est une langue qui se réfère aussi au génie berbère. Il ne faut pas croire qu'en choisissant l'arabe, on choisit une langue étrangère car c'est une langue qui a treize siècles au Maghreb et dans laquelle le génie berbère a joué un rôle déterminant. La langue arabe actuelle est "maghrébinisée", elle n'est plus tout à fait la même que

celle qui est venue d'Orient. Elle a été intégrée, intériorisée dans sa version écrite par les Berbères et donc par les Maghrébins, depuis les Almoravides et les Almohades, il y a un millier d'années. Et cette langue doit d'abord être étudiée convenablement comme le français est étudié en France.

— *Mais quelle langue choisir pour l'ouverture?*

Ce serait, bien entendu, le français pour des raisons historiques, de proximité géographique, géopolitiques, et géostratégiques, mais, à une double condition:

La première est la réciprocité. Pour pouvoir dialoguer, il faut être deux. Il faudrait donc que de l'autre côté de la Méditerranée, on puisse apprendre l'arabe non pas comme une langue rare à 0,1%, mais comme une langue de voisinage, qui pourrait au moins arriver au niveau soit de l'espagnol, soit de l'allemand, qui se situent eux autour de 20%.

Il faudrait ensuite — deuxième condition — que la langue française permette aux petits Maghrébins qui font l'effort de l'apprendre comme une langue seconde, une vraie ouverture sur l'extérieur. Cela veut dire qu'ils puissent faire des études scientifiques et technologiques en français et qu'ils puissent par la suite utiliser cette même langue pour communiquer avec les autres professionnels et chercheurs à l'échelle internationale. Or ce qui arrive actuellement, c'est qu'ils ont besoin de connaître l'anglais pour communiquer dans les colloques internationaux et publier dans la plupart des revues scientifiques.

Je pense que le combat de la langue française et de la francophonie, se situe beaucoup plus dans le Nord que dans le Sud. Ce n'est pas en augmentant le nombre d'adhérents à la langue française ou à la francophonie dans les pays sud qu'on pourra augmenter ses chances de durer dans le temps. C'est plutôt en essayant d'en faire une langue d'ouverture, vraiment planétaire à l'instar de l'anglais, comme me l'a dit d'ailleurs mon ami le grand arabisant et sociologue Jacques Berque dans une lettre particulière, au début de 1993.

— *Est-ce que la question du bilinguisme se pose avec la même acuité dans les trois pays du Maghreb ou bien y'a-t-il des différences?*

Je crois que le problème est de même nature dans les trois pays du Maghreb parce qu'ils ont été colonisés par la même puissance, mais qu'il y a une différence de degré entre eux. Ils ont tous reçu la langue française comme héritage historique. Cela peut d'ailleurs présenter un avantage. Supposez que les trois pays aient hérité de langues différentes, ils n'auraient probablement pas pu prétendre, comme ils le font actuellement, à une unité culturelle qui est tout aussi bien marquée par une présence francophone que par une réalité arabo-berbère. Indirectement, la langue française pourrait jouer encore un rôle dans l'unité maghrébine, mais elle pose problème à des degrés divers. Sur le plan socio-historique, parce que la colonisation était différente selon les trois pays aussi bien dans sa longévité que dans ses effets. On sait qu'en Algérie, elle a duré plus de 130 ans, tandis qu'en Tunisie elle a duré 70 ans et au Maroc à peine une cinquantaine d'années.

Sur le plan socio-linguistique, pendant la colonisation, le français a été introduit différemment. Alors qu'en Algérie on a littéralement banni la langue arabe de l'enseignement, qui est devenue langue étrangère, en Tunisie et au Maroc, la langue arabe est restée très présente, au moins à égalité avec la langue française.

Ces deux explications peuvent permettre d'entrevoir non seulement les effets mais aussi la position de chacun des pays par rapport à la réarabisation. Évidemment

au Maroc et en Tunisie les choses semblent se faire malgré tout en douceur, tandis que l'Algérie qui se trouvait dépouillée de sa personnalité par une longue nuit coloniale, le recouvrement de l'identité se fait de manière plus conflictuelle, y compris pour la question de l'arabisation.

— *Selon vous les politiques d'arabisation ont abouti à un échec, alors qu'on pourrait affirmer que la généralisation de l'enseignement au Maghreb depuis les indépendances a permis à un grand nombre de jeunes Maghrébins de parler et d'écrire leur langue nationale, ce qui n'était pas le cas pendant la période coloniale.*

Je pense que ce sont plutôt les politiques linguistiques qui ont abouti à un échec.

Pour être juste, disons qu'elles ont tout de même permis à une élite de s'exprimer convenablement dans l'une ou dans l'autre langue. L'échec se situe par rapport à l'objectif initial qui était de permettre à des enfants maghrébins de s'enraciner dans leur langue écrite de culture, à savoir l'arabe classique et en même temps de dominer une langue étrangère.

Or, la masse, ne maîtrise ni l'une ni l'autre langue, et on peut considérer cela comme un échec dans la mesure où ce problème touche 90% de la population. Le choix d'une langue dominante s'impose pour pouvoir parler, écrire, se défendre, or à part une élite qui est obligée, à un moment donné de son histoire personnelle, de faire un choix entre l'arabe et le français et d'adopter une de ces deux langues pour en faire sa langue de conceptualisation et d'abstraction, la majorité de la population qui passe par l'école se contente de parler un petit peu le français et de connaître un peu d'arabe classique.

Si l'on demandait à un institut de sondage de faire une enquête au niveau maghrébin, il se rendrait sans doute compte que la politique linguistique a produit ces deux ensembles. Le premier, formé par l'élite, se subdivise en deux catégories: ceux qui ont adopté le français comme langue dominante et ceux qui ont opté pour l'arabe comme langue de contestation. Le deuxième ensemble ne maîtrise ni l'une ni l'autre, mais en utilise quelques bribes, mélangées aux dialectes arabo-berbères pour pouvoir asseoir sa communication quotidienne.

— *Quel bilan faites-vous des politiques d'arabisation au Maghreb? Comment qualifiez-vous les choix linguistiques qui sont autant des choix de société?*

Je préfère parler de politiques linguistiques afin d'éviter toute ambiguïté qui pourrait être liée au terme "arabisation".

L'échec auquel aurait abouti cette politique devrait selon certains justifier le retour au français comme langue scolaire unique. Or la politique linguistique appelée "arabisation" comprenait l'apprentissage d'une langue étrangère au moins, en l'occurrence le français, imposé à partir de la 3^{ème} ou de la 4^{ème} année élémentaire sans laisser le choix aux enfants, comme c'est le cas en France par exemple, d'opter pour d'autres langues étrangères.

C'est cette politique, qui est donc davantage une politique linguistique qu'une politique d'arabisation, qui semble aboutir à un échec par rapport à un objectif d'intégration harmonieuse des deux langues sur le plan scolaire, social, culturel et politique.

— *Mais, selon vous, le Maghreb a-t-il les moyens d'une politique*

d'arabisation?

Le Maghreb a certainement les moyens de politiques d'arabisation et même d'une grande politique linguistique. C'est la politique linguistique qui semble avoir été mal formulée et n'a pas bénéficié de supports économique, social et culturel.

Lorsqu'on conçoit une politique linguistique, on fait aussi un choix — conscient ou inconscient — de civilisation, parce que les deux langues, l'arabe classique et le français (classique également) véhiculent deux civilisations différentes: la civilisation arabo-islamique, et la civilisation franco-occidentale.

Pour faire un choix de société, il faut tout de même garder à l'esprit que l'arabité et la latinité ont joué presque les mêmes rôles en Méditerranée, et que si ce choix est réciproque de part et d'autre de la Méditerranée, je pense qu'on pourrait retrouver le grand essor de la civilisation méditerranéenne qui est un essor d'échange, de compréhension et de dialogue.

Rien de plus faux que de prétendre que si l'on choisit comme langue dominante le français, on choisit la modernité tandis que si l'on choisit l'arabe, on choisit la médiocrité et la tradition. La modernité n'est pas l'apanage de l'Occident et la tradition est une dimension présente dans toutes les cultures.

Au terme "modernité", je préfère le terme "universalité" et à "tradition", je préfère "spécificité". Toute politique linguistique, toute politique éducative, toute politique culturelle dans quelque pays que ce soit, doit tendre vers ces deux objectifs. La spécificité permet au pays de s'enraciner d'abord dans ses propres valeurs, dans sa propre culture, sa propre langue écrite et dans ses langues et cultures orales; ce faisant, il va trouver en lui-même le processus pour pouvoir en moderniser les fondements. Car aucune valeur ne peut demeurer statique: elle devient dynamique à partir du moment où elle est emportée par l'histoire qui est dynamique en soi. La finalité de l'universalité est l'accès tout d'abord aux sciences exactes, à la technologie au bien être matériel et moral, et aux valeurs universelles qui ont été véhiculées par les génies de tous les peuples.

Car tous les pays actuellement ont mal à leur modernité. A la veille du XX^e siècle, le même problème se pose en termes de spécificité et d'universalité dans tous les pays, mais certainement à des degrés divers. Peut-on dire par exemple que les pays occidentaux, parce qu'ils ont la technologie et la puissance matérielle, ont accédé à l'universalité? Je crois que ce sont les pays du sud qui sont en train d'accéder, par l'intermédiaire de l'apprentissage des langues du Nord, à l'universalité. Les pays du sud connaissent beaucoup plus les pays du nord que le nord ne connaît les pays du sud. C'est une interpellation civilisationnelle. Le raisonnement qui consiste à dire: il faut apprendre les langues du pays pour accéder à la tradition et les langues occidentales pour accéder à la modernité, est vicié. Car toutes les langues occidentales ne conduisent pas à la modernité et la plupart d'entre elles ne peuvent même plus conduire à la technologie ou à la science universelle et encore moins au bien être économique, social ou culturel.

Encore faut-il arriver vraiment à remettre en cause le fait que c'est le Nord seulement qui a l'universalité et qui véhicule les valeurs humaines universelles!

— On entend aussi souvent dire que l'arabisation massive et intensive au Maghreb aurait été à l'origine de la montée islamiste dans cette région et notamment en Algérie. Qu'en pensez-vous?

Quand on étudie le problème d'un point de vue diachronique, c'est-à-dire historique, on trouve que l'arabisation n'est pas quelque chose de nouveau. Le

Maghreb est entré de plain pied dans l'histoire grâce à son arabisation et à son islamisation. Les Maghrébins sont devenus une grande nation après le Xème siècle avec les Berbères almoravides et les Almohades qui ont arabisé et islamisé le Maghreb. C'est au nom de l'Islam que ces pays sont arrivés à une magnificence historique et scientifique. D'un point de vue historique, on ne peut pas affirmer que l'arabisation ou la réarabisation du Maghreb va faire glisser automatiquement les gens vers l'Islam politique qu'on appelle, improprement, intégrisme, fondamentalisme ou autre. Pour comprendre le phénomène de l'Islam politique, il faut analyser d'autres données: économiques, politiques, sociales, culturelles et historiques...

A côté de cet aspect historique/diachronique, il y a l'aspect synchronique: la politique dite d'arabisation s'est soldée paradoxalement par une francophonisation plus poussée de la société maghrébine. Le Maghreb n'a jamais parlé autant le français qu'en 1993. Car, lorsqu'on a essayé d'arabiser, on l'a fait dans le cadre d'un enseignement dont le taux de scolarisation était à peine 12%. Or, maintenant, nous en sommes à un taux moyen de 80%. En principe tout le monde aurait pu ou dû parler et écrire l'arabe classique. Mais en généralisant l'enseignement on n'avait pas les cadres suffisants. On a donc fait appel à des cadres francophones. Même lorsque les cadres se sont théoriquement arabisés, on a fait intervenir le français à partir de la 3ème ou 4ème année élémentaire si bien que tous les enfants scolarisés actuellement, c'est-à-dire 75 à 85% parlent le français ou tout au moins en retiennent quelques bribes. Ils reçoivent des émissions en français, ils écoutent les radios étrangères en français, ils voient la télévision en français... En conséquence, dire que c'est parce qu'on s'est arabisé que l'Islam politique est né me paraît une erreur. L'hypothèse contraire me semble probablement plus recevable... En fait, la contestation répond sans doute à une conjoncture socio-historique peu brillante à l'extérieur pour les peuples maghrébins et arabo-musulmans (humiliations diverses: Palestine puis Golfe et maintenant Bosnie ..), sans être pour autant reluisante à l'intérieur où une élite "occidentalisée" semble de plus en plus coupée de la masse. La frontière qui les sépare, à cet égard, n'est probablement pas celle de la "modernité" et de la "tradition" ni même celle qu'on pourrait établir — à tort ou à raison — entre la culture franco-occidentale et la culture arabo-islamique.

La véritable frontière qui les sépare paraît être celle, toujours conflictuelle, qui se dresse chaque jour davantage entre le bien-être et la misère.

— La France favorise de plus en plus les projets d'enseignement bilingue comme le baccalauréat international au Maroc et en Tunisie où l'arabe et le français disposent d'un statut égal. Selon vous, faudrait-il développer ce type d'enseignement et dans quelles conditions peut-il échapper aux défauts du bilinguisme des écoles publiques maghrébines?

Toute possibilité de développer un enseignement bilingue et pluriculturel à travers cette expérience française au Maghreb me paraît importante pour le dialogue entre les peuples à condition que cet enseignement bilingue ne s'adresse pas seulement aux jeunes Maghrébins. Il faudrait qu'il pût s'adresser également aux jeunes Français installés au Maghreb puisqu'on l'appelle international et bilingue. Ainsi, le français et l'arabe constitueraient-ils, dans ces établissements français spécifiques, un lieu de rencontre privilégié pour les deux langues. Encore faut-il qu'on puisse arriver à un bilinguisme à égalité. Il peut se concrétiser dans ce cas

précis, dans la mesure où l'origine culturelle et sociale le permet. Mais ce serait aussi une expérience à mettre en place dans les lycées internationaux en France, afin d'y développer le même enseignement arabo-français.

— Alors où se situerait selon vous une juste place de la langue arabe et de la langue française dans les différents champs de la société maghrébine?

Au sud de la Méditerranée, leur juste place découle de leur statut: l'arabe est la langue officielle et nationale des pays maghrébins, le français est une langue seconde, qui n'est pas une langue étrangère comme d'autres. En échange, il faudrait que le nord de la Méditerranée pût favoriser l'apprentissage de la langue arabe et de la culture arabo-islamique, non seulement en France mais aussi en Europe. De telles dispositions, si elles se réalisaient, pourraient promouvoir une autre période historique et, pourquoi pas, comme dirait Jacques Berque, d'inaugurer de nouvelles andalousies dans une convivialité faite de dialogue et de (re)connaissance réciproque pour les deux rives de la Méditerranée.

*Entretien conduit par
Abderrahman Belgourch*

Notes:

1 Presses Universitaires de France, Paris, 1992.